

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/46

Allocution du Très honorable
Joe Clark, secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures,
devant l'Institut des
Affaires publiques de
Couchiching

COUCHICHING

Le 11 août 1985

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes un pays de quelque vingt-cinq millions d'habitants extrêmement fortunés, épargnés par la pauvreté et la maladie qui ravagent la plus grande partie du monde en développement. Nous ne sommes pas hantés par le souvenir de notre propre communauté déchirée par la guerre, comme l'Ouganda l'a été, comme les deux Corées, et les deux Allemagnes et la Russie l'ont été; comme les anciens États de l'Estonie, de la Lettonie, et de la Lithuanie, "convertis" au marxisme-léninisme par conquête extérieure, l'ont été; enfin comme les États-Unis l'ont été après le Vietnam.

Sur le plan des échanges commerciaux, nous sommes la huitième nation la plus importante du monde, et possédons les ressources humaines et matérielles qui nous permettront de renforcer nos positions. Notre population s'intéresse à presque toutes les questions mondiales. En tant que nation d'immigrants, nous venons du Sri Lanka et du Liban, du Punjab ou du Salvador, du Zimbabwe et de bateaux flottant sur la mer de Chine. En tant que nation commerçante et missionnaire, nous avons des écoles jésuites en Éthiopie, en Inde et au Bhoutan, nous dirigeons des léproseries près de Yaoundé, nos représentants vendent des logiciels aux Japonais et des systèmes de transport rapide aux Mexicains; nos investisseurs fabriquent des bulldozers en Thaïlande; et nos entrepreneurs-promoteurs construisent des cités pétrolières dans les déserts et des systèmes d'irrigation dans presque toutes les régions sèches.

Nous pouvons aussi nous targuer d'être à l'origine du Commonwealth actuel. Nous avons pratiquement inventé les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et avons aiguisé nos rares compétences en tant que responsables du maintien de la paix en Indochine, à Chypre et au Sinaï. Nous avons participé à l'établissement du système commercial multilatéral, et sommes actuellement l'un de ses défenseurs les plus créatifs. Nous sommes, et pouvons le prouver, le pays industrialisé jouissant le plus de la confiance du Tiers monde, non parce que nous professons des vérités morales, mais parce que nous envoyons des experts dans les régions reculées de la Thaïlande pour enseigner aux villageois comment vacciner les poulets; parce que nos médecins et infirmières dans ce pays travaillent dans les hôpitaux du camp de Khao-I-Dang où des enfants réfugiés arrivent chaque jour mutilés par l'explosion de mines placées par l'une ou l'autre des parties.

Et pourtant - et pourtant - une certaine timidité nous fait ignorer ces véritables réalisations canadiennes et nous amène à nous poser de nouveau la question: "Qui, dans ce monde, a besoin du Canada?"

Sans vouloir m'étendre sur ce point, Valentyn Moroz, Georgi Vins, les familles Vashchenko et Chmykhalov et plus de six cent autres personnes ont fait appel au Canada ces cinq dernières années pour obtenir leur visa de sortie de l'Union soviétique et pouvoir être réunis avec les leurs. Environ 95 000 Indochinois ont, depuis 1975, ont été admis au Canada à titre de réfugiés. Si l'on considère les statistiques par habitant, nous sommes la nation qui a accueilli le plus d'Indochinois.

Au village de Mutara, au Rwanda, 600 familles dépendent pour leur survie de systèmes d'irrigation financés par les Canadiens. Aux environs du village de Nioki, au Zaïre, 80 000 personnes dépendent de cliniques construites par les Canadiens. À Tabakouta, au Sénégal, 12 000 autres subviennent à leurs propres besoins grâce à la mise en valeur de leurs bananeraies par les Canadiens. Dans 50 villages ruraux des régions de Piura et de Tuubas au nord du Pérou, 400 000 personnes ont à présent un toit grâce aux efforts canadiens de reconstruction à la suite d'inondations. Dans les bidonvilles aux alentours de Lima, 30 000 personnes ont maintenant l'eau potable grâce à un financement de 500 000 \$ de l'ACDI. Elles aussi ont eu besoin du Canada.

Bridgetown, à la Barbade, devrait avoir un nouveau port de pêche grâce à l'étude de faisabilité effectuée par une compagnie canadienne avec les fonds de l'ACDI. En Inde, on procède actuellement à la construction de centrales hydro-électriques et de nouvelles voies ferrées, ainsi qu'à la formation du personnel qui sera chargé de leur exploitation, tout cela parce que des Canadiens ont perçu les possibilités et préparé le terrain. Les populations de ces pays ont également eu besoin du Canada.

De même les entretiens sur les armes chimiques à Genève, où l'ambassadeur Don McPhail est pratiquement parvenu à un accord. De même le Comité du désarmement des Nations Unies à New York, formé de nations de même tendance et désigné sous le nom du Groupe Barton, d'après l'ambassadeur Bill Barton de Winnipeg.

Si vous avez encore des doutes, demandez aux enfants d'Éthiopie, demandez aux pays du Groupe de Contadora, demandez au groupe des pays occidentaux que nous

présidions à la Conférence de Nairobi; demandez aux Allemands de l'Ouest qui doivent vivre chaque jour à côté d'un véritable arsenal, et auxquels le Canada a manifesté sa solidarité en envoyant dernièrement 1 200 soldats à l'OTAN; demandez aux Hollandais qui ont réchappé de la Seconde Guerre mondiale, demandez aux Cypriotes qui, depuis 20 ans, les préserve des ravages sanglants d'une guerre civile grâce aux quelques centaines de soldats canadiens qui forment la mince ligne bleue à Nicosie, demandez à la Jamaïque, au Zimbabwe, aux Philippines et à 20 autres pays qui obtiendraient tous de l'aide si le monde acceptait la proposition de notre Premier ministre d'établir un "Troisième guichet" de la Banque mondiale.

Je n'ai pas accepté votre invitation pour m'attaquer à votre nom. Malheureusement, il reflète avec exactitude un scepticisme conventionnel à l'égard de notre rôle international, scepticisme dont, j'espère, il n'y a pas lieu de nous encombrer puisqu'il fait partie du bagage de notre adolescence nationale. Je dis scepticisme conventionnel parce que ce n'était pas du tout le sentiment qui animait les Canadiens à l'origine de l'OTAN ou de la FUNU, ceux qui ont trouvé sur place des répondants pour les réfugiés de la mer, ou encore ceux qui ont négocié le droit de la mer. Nous avons pour tradition, et l'on nous envie pour cela, d'utiliser des ressources limitées pour atteindre de grands objectifs, et le fait est que nos ressources et nos capacités, ainsi que - si nous le voulons - notre influence augmentent. Le fait que nous - et une grande partie du monde - voyons la croissance économique comme l'instrument du progrès, renforce la position du Canada, avec ses traditions humanitaires et son économie moderne. À propos, lorsque je dis une grande partie du monde, j'inclus M. Gorbachev, M. Deng, M. Kadar, M. Ouett Masire, et les dirigeants d'autres pays qui procèdent, hardiment ou timidement, à une réforme de leurs économies. Certains de ces pays sont avantagés par leur taille ou leur accès aux marchés, mais nous sommes à la pointe de la technologie et jouissons d'une confiance sans égale, ce qui n'est pas à négliger.

Quand j'ai présenté le Livre vert du gouvernement sur les relations internationales du Canada en mai dernier, nous nous sommes fixé pour but d'étudier comment utiliser au mieux nos ressources limitées.

Ces dernières années, le monde a connu des changements considérables. En ce qui nous concerne, au Canada, nous pouvons moins tenir pour acquises notre prospérité et notre sécurité. Ainsi que le faisait remarquer le Livre

vert, tandis que nous pouvions jadis compter sur nos ressources naturelles pour nos revenus et sur notre position géographique pour la sécurité, ces deux facteurs ne peuvent plus nous assurer l'avenir pacifique et prospère qui, comme nous l'avions toujours cru, serait le nôtre. Au lieu de cela, nous faisons face à des tendances économiques et politiques internationales qui, si l'on ne s'en préoccupe pas, risquent sérieusement de diminuer notre richesse nationale, voire nous entraîner, nous et le monde, au bord de la catastrophe.

Nous voulons être efficaces sur le plan international, mais cela exige une certaine influence. La nôtre provient dans une large mesure de notre position en tant que membre riche et politiquement stable de l'Alliance occidentale. Nous comptons également sur d'autres atouts, mais nous ne pouvons ignorer la dure vérité, à savoir qu'il n'y a pas de jeu sans mise.

C'est pourquoi il est suggéré dans le Livre vert de reporter avant tout notre attention sur le renforcement de nos atouts traditionnels, d'améliorer notre compétitivité internationale sur le plan de l'économie et d'accroître notre influence en ce qui concerne les questions internationales de politique et de sécurité. Nous devons être en mesure non seulement de parler de l'avenir, mais aussi de l'influencer.

En termes généraux, ce qui rend aujourd'hui la politique étrangère si complexe, c'est l'inéluçtabilité et le nombre formidable de liens étroits qui existent entre les pays et entre les questions. Plus que jamais, les pays dépendent les uns des autres du fait du commerce, des investissements et de la technologie. Les problèmes que pose la gestion commune des changements structureaux, des ressources et de la pollution transfrontière, ont donné un nouvel ordre du jour à la diplomatie internationale. Les crises économiques et politiques, par exemple au Moyen-Orient, s'entrecroisent, avec des conséquences désastreuses.

Les questions économiques et politiques sont intimement liées. Regardez l'économie mondiale. Les déficits budgétaires élevés et les taux d'intérêt aux États-Unis et ailleurs, le mauvais alignement des monnaies, le taux de chômage élevé, l'affaiblissement de la concurrence, les distorsions structurelles, la dette du Tiers monde, et la menace du protectionnisme dans le monde sont autant de maillons de la chaîne. On risque fort de ne pouvoir procéder à des ajustements économiques et à des arrangements politiques positifs.

La montée du protectionnisme menace de porter préjudice au commerce international et au système de paiements de façon permanente. Et même si ce n'est pas le cas, la concurrence au sein du système continuera de toute évidence d'être très dure et les pressions politiques seront difficiles à supporter.

Si l'on s'arrête aux problèmes que pose la gestion d'une situation aussi complexe, certaines réalités ressortent nettement.

Premièrement, les affaires internationales ne sont pas que l'affaire des superpuissances politiques et économiques. Celles-ci n'ont pas les solutions; mais elles ont des intérêts nationaux qui peuvent ou non concorder avec les intérêts de la communauté internationale. Aucun pays, qu'il soit ou non une superpuissance, ne peut se faire unilatéralement le champion de la gestion des problèmes du système international.

Deuxièmement, - et c'en est le corollaire -, cette gestion doit être multilatérale, plurilatérale, collective et commune. Elle doit également être souple et adaptable. Aucune force, soit-elle dominatrice ou contraignante, ne peut remplacer l'ordre mondial enchâssé dans les grands mécanismes de négociation et institutions de la communauté internationale. Ces instruments doivent être maintenus et, au besoin, renforcés.

Troisièmement - et c'est la conclusion -, le concept du "rôle" national doit émerger d'une analyse critique de ce qui est nécessaire pour faire fonctionner ce système international, ainsi que d'un examen pragmatique des vocations nationales. Il ne découle d'aucun concept abstrait ou idéaliste de l'image qu'une nation pourrait aimer projeter de son rôle actuel ou passé.

Pour le Canada, cela signifie que nous devons, comme les autres, commencer par définir précisément nos intérêts, nos capacités et nos problèmes propres -- mais avant tout nos intérêts -- lorsque nous nous tournons vers le monde. J'aimerais insister sur le fait qu'il n'existe aucune contradiction entre le fait de bien réussir dans le monde et celui de faire du bien dans le monde. Si nous n'avons pas de bons résultats au plan économique, nous avons plus de chances de nous retrancher dans le protectionnisme et l'insularité, plus de chances de perdre les ressources nécessaires pour contribuer positivement au développement, au maintien de la paix, à l'allègement de la famine et à la prestation de secours aux réfugiés, et aussi plus de chances

de devenir moins intéressés à jouer un rôle international actif, puisque nous serions alors de plus en plus préoccupés par nos propres problèmes économiques. Il existe un lien évident entre des politiques intérieures saines et un système international sain. La cohérence au niveau des politiques est une préoccupation autant internationale que nationale pour un pays ouvert comme le Canada.

Pour comprendre vraiment la nature des intérêts canadiens dans leur configuration actuelle, il nous faudra procéder à une réévaluation plutôt pénible. Le Livre vert qui a mis en oeuvre l'actuel examen de nos relations extérieures a enclenché ce processus en mettant un peu de réalisme dans les facteurs qui conditionnent la vie canadienne. Je voulais qu'il souligne que notre prospérité dépend essentiellement des marchés étrangers - notamment des États-Unis; qu'il souligne aussi la baisse de notre part des échanges internationaux et la chute de notre compétitivité, l'importance de procéder sérieusement à des aménagements de structure; ainsi que le nouveau défi qui se pose à notre pays en matière de sécurité. Dans ce Livre vert, je voulais simplement transmettre le grand message que nous devons faire mieux. Le statu quo ne suffira pas.

Faire mieux, ça veut dire impliquer les Canadiens dans les questions internationales qui influent sur leur compétitivité et leur sécurité. Ça veut dire provoquer leur intérêt et écouter leurs préoccupations. Le Comité mixte spécial du Parlement s'en occupe déjà efficacement, tenant des audiences dans l'ensemble du pays.

Et il y aura d'autres initiatives parlementaires. Dans les dix mois que j'ai occupé ce poste, j'ai fait cinq fois au Parlement des déclarations à l'appel de motions, acceptant un débat et des questions. En cinq ans de pouvoir, le précédent gouvernement n'a jamais utilisé ce mécanisme pour permettre une discussion plus large à la Chambre des communes. Nous avons facilité le débat en Comité sur le Système d'alerte dans le Grand Nord avant d'aller de l'avant avec le projet, ce que ne faisait pas le présent gouvernement. Nous avons insisté pour que nos obligations envers NORAD soient publiquement débattues avant la date de renouvellement de l'accord l'an prochain, et nous avons dû combattre pour obtenir que l'opposition accepte ce débat. Ainsi donc, nous élargissons le processus d'établissement de notre politique extérieure. Par ce type de consultation publique, il nous faut rechercher rien de moins qu'un effort pan-national pour bien comprendre notre identité. Si nous voulons y parvenir, il faut que le processus d'examen s'attaque à certaines options de politique difficiles.

Quelles que soient les recommandations spécifiques qui émergeront ultimement de cet examen, la question générale du rôle et du but du Canada dans le monde n'est entre temps pas laissé en suspens. Si l'on laisse de côté les questions qui nécessitent une insistance particulière aux plans des politiques et des stratégies, deux choses devraient être évidentes. Premièrement - je parle ici d'actions, et non d'abstractions - nous travaillons d'arrache-pied pour préserver le système économique international, empêcher une guerre désastreuse et alléger les souffrances humaines dans le monde en développement. Et deuxièmement, nous le faisons d'une manière qui reflète certains attributs et secteurs d'expérience remarquables. Je dis que ces choses devraient être évidentes, mais qu'elles sont parfois obscurcies par certains vestiges d'infériorité et de passivité qui nous ont été légués par l'histoire.

Un autre aspect de la politique étrangère du Canada me semble devoir être davantage accentué. Pour vérifier si notre politique extérieure est distinctement canadienne, il ne suffit pas de vérifier si elle diffère sensiblement de celle des États-Unis d'Amérique. Il faut plutôt voir si elle sert les intérêts canadiens et les structures internationales dont nous dépendons.

Il est évident que nos intérêts seront souvent parallèles à ceux des États-Unis. Nous partageons la même foi dans les valeurs démocratiques, le même sentiment que ces valeurs sont rejetées et combattues par un système soviétique armé, et une même détermination de défendre nos valeurs.

Parfois nos intérêts divergeront de ceux des Américains, comme c'est le cas maintenant en ce qui touche l'embargo imposé au Nicaragua.

Alors que se poursuit le débat sur la politique canadienne, j'espère que les Canadiens qui pourraient avoir considéré notre politique extérieure comme une affaire canado-américaine adopteront une vue plus large du monde. Bien sûr, les États-Unis ont pour nous une importance primordiale; il ne saurait en être autrement étant donné notre position géographique, nos valeurs, nos populations respectives et notre puissance respective. Mais les États-Unis ont de l'importance pour de nombreux autres pays, en fait pour tous les pays. Si nous nous laissons aveugler par nos relations avec ce pays - et laissons l'apoplexie affecter notre jugement chaque fois que le Pentagone énonce une stupidité -, nous nierons notre identité et nos intérêts.

Dans la prochaine décennie, notre croissance viendra non pas tant des États-Unis que de l'Asie du Sud-Est, à la condition que nous portions attention à cette région.

Nous avons une solide influence politique dans le monde en développement, précisément parce que nous avons démontré qu'une nation démocratique occidentale peut aborder les problèmes concrets du développement d'une façon différente de celle des États-Unis, et même différente de celles de la Grande-Bretagne et de la France.

Notre influence dans les institutions internationales s'explique précisément du fait que le Canada s'efforce de rassembler les parties opposées et de tenter de faire fonctionner le système sur une base collective, comme nous le faisons à l'UNESCO, comme nous le faisons par l'entremise du Commonwealth sur la question de l'Afrique du Sud, comme nous le faisons avec nos missions commerciales spéciales dans les pays en développement, pour tenter d'en arriver à une entente pratique sur la portée des nouvelles NCM, et comme nous le faisons aussi au sein du groupe de Contadora.

En fin de compte, qui a besoin du Canada? Ne négligeons pas la réponse la plus évidente: les Canadiens ont la volonté et le besoin de voir leur pays actif au plan international. Car il nous faut non seulement protéger et promouvoir nos intérêts, mais également affirmer et projeter notre identité collective. Nous sommes ce que nous faisons, non seulement au pays mais aussi à l'étranger, et j'entends m'assurer que la politique étrangère du Canada reflète l'ensemble de ce pays moderne et tourné vers l'extérieur.

La question de savoir qui dans le monde a besoin du Canada est simplement un autre anachronisme. Dans ce monde complexe, il ne suffit pas d'identifier un pays délaissé en quête d'un ami. Nos obligations et nos possibilités sont plus larges. C'est l'ensemble d'un système international assiégé qui a besoin de nous, et nous de lui. Il faudra une inspiration collective éclairée pour maintenir le bon fonctionnement du système. Si les Canadiens ne sont pas qualifiés pour contribuer à accomplir cette tâche, je ne sais vraiment pas qui le serait.